Rapport économique 2025

Espagne

30 Juin 2025

Executive Summary

L'Espagne (ES) est dans une dynamique économique positive qui contraste avec la plupart de ses partenaires européens. La croissance en 2024 a été de +3.2%, au-delà des prévisions et bien supérieure à la moyenne de la zone euro. Pour 2025 et 2026, les prévisions anticipent une croissance autour de 2.5, puis 1.8%. Le chômage est en baisse quasi constante depuis 2021 et est descendu à 10.6% en 2024, soit le chiffre le plus bas depuis 2008. Les recettes de l'État sont en augmentation, et l'accès aux fonds NGEU de l'UE, dont l'ES est le deuxième plus grand bénéficiaire, favorisent les investissements et stimulent l'activité économique. La forte augmentation du tourisme, qui dépasse désormais les niveaux prépandémiques, serait un des facteurs principaux de l'augmentation de la croissance, accompagné de l'immigration qui stimulerait le marché du travail. Malgré ses bons résultats macro-économiques, l'Espagne fait face à de nombreux défis. Ainsi, l'ES reste le pays de l'UE avec le plus haut taux de chômage, en particulier chez les jeunes. La productivité est faible et peine à s'améliorer et les salaires demeurent relativement bas. Le taux de croissance ne semble en effet pas avoir d'impact positif direct sur le porte-monnaie des citoyens et des citoyennes et leurs conditions de travail sont souvent instables, particulièrement chez les jeunes. Bien que les bas salaires permettent d'employer une main d'œuvre bon marché, une grande majorité d'entreprises se plaignent de la difficulté à trouver de la main d'œuvre qualifiée. L'ES a mis en place un système de formation professionnelle pour pallier le manque de profils techniques. Ce système, qui vise également à revaloriser les filières techniques dans l'opinion, commencerait à porter ses fruits mais n'a pas encore apporté un changement fondamental dans le marché de l'emploi. L'accès au logement dans les grandes villes et dans les zones touristiques est particulièrement difficile pour les locaux, ce qui représente un enjeu politique important. La situation politique est aussi incertaine et polarisée, avec un gouvernement de coalition de gauche soutenu par les partis indépendantistes basques et catalans, investi en novembre 2023, pour qui la mise en place de réformes et la recherche de consensus est ardue. Les pressions liées à l'incertitude régnant au niveau international, principalement concernant l'augmentation du budget de défense à 2% du PIB et les menaces de taxes douanières en provenance des Etats-Unis contraignent également les mesures économiques prises par le gouvernement espagnol. Les récentes révélations de corruption touchant de près les dirigeants du PSOE vulnérabilisent encore davantage le gouvernement de coalition et pourrait entacher la réputation de l'Espagne auprès des investisseurs internationaux. Les conséquences économiques de cette situation sont donc à suivre de près. Néanmoins, l'ES reste un marché important avec beaucoup d'opportunités : les chiffres de ces dernières années semblent indiquer une amélioration notable de la situation économique. A moyen et long terme, le niveau de l'endettement public et la faible productivité demeurent les principaux défis.

Schweizerische Botschaft für Spanien und Andorra
Calle Nuñez de Balboa, 35 A – 7, 28001 Madrid
+34 91 436 39 60
madrid@eda.admin.ch
www.eda.admin.ch/madrid

TABLE DES MATIÈRES

1 SITUATION ÉCONOMIQUE ET ÉVOLUTION DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE 3
1.1. Marché du travail 3
1.2. Budget de l'État et perspectives d'inflation 3
1.3. Croissance économique et conjoncture 4
1.4. Mesures politiques et ressources européennes 4
2 SECTEURS PRIORITAIRES ET OPPORTUNITÉS POUR LES ENTREPRISES SUISSES 6
3 POLITIQUE ÉCONOMIQUE EXTÉRIEURE 7
3.1 Politique commerciale 7
3.2 Priorités de l'Espagne 7
3.3 Perspectives pour la Suisse 8
4 COMMERCE INTERNATIONAL 8
4.1 Développement et perspectives générales 8
4.1.1 Commerce de biens 8
4.1.2 Commerce de services 9
4.2 Commerce bilatéral 9
5 INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS 9
5.1 Développements et perspectives générales 9
5.2 Investissements bilatéraux 10
6 PROMOTION ÉCONOMIQUE ET TOURISTIQUE 10
6.1 Instrumente der Schweizer Aussenwirtschaftsförderung 10
6.2 Promotion du tourisme 11
6.3 Intérêts bilatéraux 11
10 SOURCES 13
ANNEXE 1 – Structure de l'économie 15
ANNEXE 2 – Données économiques importantes 16
ANNEXE 3 – Partenaires commerciaux 17
ANNEXE 4 – Échanges bilatéraux 18
ANNEXE 5 – Principaux investisseurs 19

1 SITUATION ÉCONOMIQUE ET ÉVOLUTION DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE

1.1. Marché du travail

Le marché du travail en ES est depuis longtemps en moins bonne santé que ses partenaires européens. Cependant, les chiffres se sont considérablement améliorés depuis 10 ans. Malgré les incertitudes liées à la conjoncture internationale, l'ES reste dans une dynamique positive en 2024 : le chômage est passé de 11,9% à 10,6%, descendant pour la première fois depuis 2008 en dessous de la barre des 11%[1]. La baisse du chômage est notable dans presque tous les secteurs, et particulièrement dans celui des services[2]. 500'000 nouveaux emplois auraient été créés en ES en 2024, spécialement dans le secteur sanitaire, l'hôtellerie et le commerce[3]. Malgré cela, l'ES affiche le deuxième plus haut taux de chômage chez les jeunes de moins de 25 ans de l'UE (25.6%, soit près de 3 points de moins qu'en 2023)[4]. Le taux de « ninis » (jeunes qui ne travaillent pas et n'étudient pas) est descendu à 11.8% à la fin de 2024, soit le résultat le plus bas de la série historique, mais demeure supérieur à la moyenne de la zone euro (11.1%)[5]. En parallèle, l'ES souffre d'un manque de main d'œuvre qualifiée : 35% des entreprises font part de ce problème[6]. Paradoxalement, l'ES est également le pays de l'UE avec le plus haut taux de travailleurs surqualifiés pour leur poste[7]. Cette situation résulte d'une inadéquation entre le système éducatif et les besoins des entreprises. Pour pallier ce phénomène, l'ES développe depuis plusieurs années la voie de la formation professionnelle (FP), auparavant mal perçue. Une nouvelle loi de FP entrée en vigueur pour l'année 2024-2025, doit permettre d'étendre l'offre à de nouveaux secteurs et une implémentation généralisée du modèle dual (entreprise et école)[8].

Une autre particularité du marché du travail espagnol est son fort taux de travail temporaire. À la suite de la réforme du marché du travail mise en place par le gouvernement en février 2022, le pourcentage de travail temporaire a diminué de moitié pour se situer pour la première fois en dessous des 12% en février 2025. Les femmes sont les principales bénéficiaires de cette amélioration selon le ministère de l'inclusion, la sécurité sociale et la migration[9]. Le processus de désaisonnalisation du tourisme, secteur primordial de l'économie espagnole, contribue à cette baisse du travail temporaire[10].

Le salaire minimum interprofessionnel en ES a augmenté de 4.4% au début de 2025 pour atteindre 16'576 EUR annuels (versés en 14 salaires)[11]. L'ES se positionne en 2023 20ème des 38 pays de l'OCDE en termes de salaires moyens avec 51'336 USD par année, pour une moyenne de 58'232 USD[12]. Concernant les personnes d'origine étrangère travaillant en Espagne, en janvier 2025, environ 13.5% (2'824'301) des personnes cotisant à la sécurité sociale étaient d'origine étrangère. 32.4% de ces personnes sont des ressortissants de l'UE. Les principaux pays d'origine sont le Maroc (342'141 pers.), la Roumanie (329'718), la Colombie (214'345), l'Italie (189'065) et le Venezuela (174'494)[13]. L'économie informelle représente une part importante de l'emploi en ES. Faute de chiffres officiels, elle reste difficile à estimer. Une nouvelle étude parue début 2025 calcule[1] que 24% de l'économie espagnole serait informelle, ce qui représente le troisième taux le plus élevé de l'UE après la Grèce et l'Italie[14]. La productivité est également un des points faibles de l'ES et elle est inférieure à la moyenne de la zone euro (53 c. 61 USD/h en 2022)[15]. Cependant, en 2024, la productivité par heure en Espagne a augmenté de 1,2%, marquant une reprise encourageante selon les observateurs[16].

1.2. Budget de l'État et perspectives d'inflation

Depuis la crise économique de 2008, l'ES a un budget déficitaire chronique. Cependant, le déficit public pour 2024 a été ramené à 2.8% du PIB (3.15% en prenant en compte le coût de la réponse aux inondations de fin octobre 2024), soit mieux que l'objectif de 3% fixé par le gouvernement. Pour la quatrième année consécutive, le déficit public est à la baisse, et pour la première fois depuis 2018 le pourcentage est en dessous du maximum fixé par les règles européennes. Ce chiffre est en baisse de 0.7 point par rapport à 2023 (3.5%), porté par la croissance économique à +3.2%[17]. Cette croissance a permis à l'ES de réduire sa dette publique à 101.8% du PIB, légèrement en dessous des prévisions (102.5%) et en baisse d'un peu plus de 3 points par rapport à 2023[18]. Les recettes fiscales de l'ES ont augmenté de 8% en 2024, portées par la croissance, la vigueur du marché du travail et les mesures du gouvernement pour contrer la crise liée à la pandémie, et atteignant 294.734 milliards d'euros[19]. En raison du contexte politique ES polarisé et de la crainte du gouvernement de voir sa proposition de budget refusée par le parlement, aucun budget n'a été adopté pour 2025. De ce fait, le budget de 2024 (lui-même une prorogation du budget de 2023) a été automatiquement prorogé pour 2025. La fragilité

[1] Cette étude calcule la part d'économie informelle selon une nouvelle méthodologie, ce qui explique le chiffre particulièrement élevé par rapport à 2023 (15%).

de la coalition au pouvoir, dont cet événement témoigne, favorise l'incertitude sur les perspectives politiques et économiques à long terme.

Pour 2025, l'Espagne vise à enregistrer son premier excédent primaire depuis 2007 (hors intérêts de la dette). Le déficit public devrait baisser à 2.5% du PIB et la dette à 101.4%. À partir de 2025, les règles budgétaires européennes suspendues pendant la pandémie (déficit en-dessous de 3% et dette inférieure à 60%) seront réappliquées. Le gouvernement espagnol a réaffirmé son engagement envers ces règles dans le Plan fiscal et structurel 2025-2028 soumis à Bruxelles[20].

En janvier 2025, le gouvernement espagnol a échoué à prolonger la taxation exceptionnelle et provisoire sur les gains des compagnies énergétiques introduite en 2022, puis renouvelée pour l'année 2024. Le gouvernement souhaitait pérenniser cette contribution fiscale et la transformer en un impôt. Faute des soutiens parlementaires nécessaires, cette tentative a échoué et la taxe ne s'appliquera donc pas en 2025[21].

En mars 2025, l'agence de notation Moody's a maintenu la note souveraine de l'Espagne à Baa1 avec une perspective positive, en soulignant une amélioration continue de la résilience économique du pays[22]. Concernant l'inflation, une baisse progressive est attendue : elle devrait atteindre 2,2 % en 2025 et 2,0 % en 2026, grâce à la modération des prix de l'énergie et de l'alimentation, ainsi qu'à la baisse des pressions sur les services comme l'hôtellerie et les transports[23]. La dette publique continue de reculer lentement, avec un ratio dette/PIB estimé à 101,4 % en 2025 et 101,1 % en 2026, contre 102,3 % en 2024, selon les mêmes prévisions de la Commission européenne.

1.3. Croissance économique et conjoncture

En 2024, la croissance espagnole a atteint +3.2%, dépassant les attentes et s'accélérant par rapport aux 2,7% de 2023. Cette dynamique est soutenue par la reprise de la consommation des ménages, favorisée par la baisse de l'inflation, l'augmentation des salaires d'environ 5% et le maintien des aides publiques postpandémie. La revalorisation des pensions de 8,5% a également contribué à cette reprise en stimulant l'épargne[24]. La bonne performance de l'économie espagnole en 2024 est d'autant plus remarquable que le reste de la zone euro a connu une année plus mitigée. Ainsi, The Economist identifie l'Espagne comme l'économie « développée » la plus performante de 2024[25]. La revue explique cette performance par l'exportation de services (touristiques, mais aussi de consulting et de savoir-faire technologique qui ont augmenté et représentent environ 7-8% du PIB) ; la politique d'accueil au niveau de l'immigration (régularisations facilitées, entrée rapide sur le marché du travail) ; le succès de réformes du marché du travail (notamment réduction du travail temporaire) ; et les mesures visant à promouvoir les énergies renouvelables[26]. D'autres experts soulignent également le rôle des investissements publics, qui continuent d'augmenter grâce à des recettes fiscales dopées par l'inflation. L'immigration, qui compense le vieillissement de la population espagnole, est particulièrement mise en avant : elle expliquerait ainsi près de 80% de la croissance enregistrée en ES dans les dernières 5 années[27]. Cependant, cette augmentation de population a pour conséquence le fait que la croissance du PIB par habitant reste plus modérée, tout comme la consommation par habitant, encore freinée par l'inflation et la hausse des taux d'intérêt[28]. De plus, la bonne santé de l'économie espagnole au niveau macro ne se traduit pas directement par une amélioration de la qualité de vie des citoyens et des citoyennes. Les salaires restent bas, les conditions de travail instables, particulièrement chez les jeunes, et l'accès au logement difficile. Cette réalité constitue un défi politique important pour le gouvernement espagnol.

L'économie ES devrait continuer de croître bien au-dessus de la moyenne européenne : 2.5% en 2025 et 1.8% en 2026 selon les estimations du FMI. Quant à l'inflation, le FMI prévoit qu'elle se stabilise autour des 2% pour les prochaines années. La dette publique qui reste élevée et les pressions qu'exerceront sur les finances publiques l'augmentation des dépenses liées au vieillissement de la population et l'augmentation du budget de la défense résulte en une importante vulnérabilité de la dette espagnole aux chocs de croissance et aux coûts du financement[29].

1.4. Mesures politiques et ressources européennes

Plusieurs priorités économiques sont à l'agenda du gouvernement ES pour 2025. Au niveau national, la réduction du temps de travail à 37.5 heures par semaine (contre 40 actuellement), est actuellement devant le Congrès pour discussion. Comptant avec le soutien d'une majorité de la population selon les sondages, la réforme doit toutefois convaincre la droite qui n'est pour le moment pas favorable. Le processus pourrait être difficile au vu de la polarisation politique actuelle en Espagne[30].

L'Espagne accueille un nombre croissant de centres de stockage de données. La région d'Aragon connait par exemple une période de prospérité économique sans précédent, marquée par des investissements étrangers majeurs, notamment de la part de géants technologiques comme Microsoft, Amazon et Stellantis, pour un total avoisinant les 45 milliards d'euros. Cette dynamique s'explique par plusieurs atouts propres à la région, mais aussi à l'Espagne de manière plus générale : de bonnes infrastructures, une énergie bon marché et renouvelable, des incitations publiques et l'essor de la numérisation. Certaines sources indiquent également le fait qu'un grand nombre de câbles de télécommunication internationale passe par l'Espagne, ce qui renforce son attractivité. Ces investissements se traduisent par la création d'emplois qualifiés, tant directs qu'indirects, et stimulent l'écosystème local, notamment les PME. L'installation de centres de données devrait permettre d'augmenter significativement la richesse régionale, avec un impact estimé à 60 milliards d'euros sur le PIB local. Ces projets rencontrent toutefois certaines réticences liées à leur impact écologique, notamment leur grande consommation d'eau[31].

Influencé par le contexte international, le gouvernement ES a annoncé vouloir atteindre les 2% du PIB pour la défense d'ici la fin de l'année 2025, alors que l'objectif initial était fixé à 2029[32]. L'Espagne se trouve actuellement à la traine des pays de l'OTAN en termes de dépenses pour la défense avec entre 1.28% et 1.43% selon les calculs[33]. Selon le Plan industriel et technologique pour la sécurité et la défense, approuvé par le Conseil des ministres espagnol et soumis à l'UE et à l'OTAN, les fonds supplémentaires débloqués doivent principalement servir à : améliorer les conditions de travail et l'équipement des forces armées (35%) ; développer de nouvelles technologies de télécommunication et cybersécurité (31%) ; fabriquer et acheter de nouveaux instruments de défense (19%) ; renforcer la capacité de gestion de catastrophes naturelles des forces armées (17%)[34].

Les menaces de taxes douanières annoncées par Donald Trump influencent également les priorités espagnoles en matière de politique économique. Selon les annonces faites en avril 2025 par le président états-unien, l'Espagne, en tant que membre de l'Union européenne, devrait être sanctionnée de 20% de taxes sur ses exportations à destination des Etats-Unis. A la suite au sommet de l'OTAN du 25.06 et au refus du gouvernement espagnol d'augmenter ses dépenses en matière de défense à 5% du PIB, Trump a une nouvelle fois menacé l'Espagne de tarifs douaniers. Il parait toutefois difficile que les Etats-Unis puissent appliquer des taxes uniquement à l'Espagne, étant donné qu'elle est membre de l'UE et que les questions commerciales relèvent des compétences de Bruxelles. Afin de prévenir les potentiels dégâts que ces mesures pourraient avoir, le gouvernement espagnol a mis en place un plan de 14 milliards d'euros visant à protéger les entreprises et les travailleurs et à réorienter la capacité productive espagnole vers une augmentation de son autonome stratégique[35]. Le gouvernement espagnol a également appelé à un mécanisme de réponse au niveau européen, sur le modèle de ce qui avait été fait durant la pandémie de COVID-19. Début juin 2025, le ministre ES de l'économie Carlos Cuerpo observe que le besoin des entreprises de faire recours à ces mesures de soutien est encore limité[36]. En comparaison avec d'autres pays européens comme la France ou l'Allemagne, l'Espagne serait moins touchée par les taxes douanières états-uniennes. En effet, les exportations espagnoles vers les USA représentent moins de 5% de ses exportations totales et l'Espagne possède une balance commerciale négative avec les Etats-Unis[37]. Il faut cependant considérer les exportations espagnoles vers des pays qui réexportent ensuite vers les États-Unis des composants de produits, notamment dans les secteurs de l'automobile, de la pharmacie et des produits chimiques. Le gouvernement espagnol maintient ses prévisions de croissance à 2.6%, malgré les incertitudes liées aux déclarations du président états-unien[38]. Au milieu de ces tensions avec les USA, l'Espagne continue d'entretenir de bonnes relations politiques et économiques avec la Chine, comme en témoigne la visite du président du gouvernement Pedro Sánchez à Pékin en avril 2025, la troisième en deux ans[39].

Avec 163 milliards d'euros, l'Espagne est le deuxième bénéficiaire des fonds *Next Generation EU* après l'Italie[40]. À la fin 2024, 46.243 milliards avaient été attribué, soit 58% du total prévu, à deux ans de la limite établie par la Commission européenne. En suivant le rythme actuel, seuls 91% des fonds seraient alloués d'ici 2026, ce qui pousse les experts à demander une accélération du processus. Dans certains domaines comme les énergies renouvelables, l'hydrogène vert et le stockage de l'énergie, et l'économie circulaire, près de 50% des fonds ne sont pas encore attribués[41]. L'ES prévoit une augmentation moyenne supplémentaire du PIB de 2.6 % par an d'ici 2031 grâce aux fonds NGEU[42]. De plus, en mars 2025, la Commission européenne a sélectionné 47 projets stratégiques visant à sécuriser et diversifier l'accès aux matières premières au sein de l'UE. 7 de ces projets se trouvent en Espagne, la majorité

étant liés à l'extraction de matières premières (lithium, wolfram, cobalt, nickel, cuivre). Ils impliquent un investissement de plus de 4.5 milliards d'euros[43].

L'ES dispose de conditions géographiques et structurelles qui prédestineraient le pays à la production d'énergie et au transport de celle-ci en Europe. Outre la grande capacité des stations de regazéification pour le gaz de pétrole liquéfié (GNL), l'ES se présente comme un pays de transit pour les livraisons de gaz en provenance d'Afrique (surtout d'Algérie, et du Nigeria). Grâce à son potentiel en tant que producteur d'énergies renouvelables, en particulier d'énergie solaire et éolienne, l'ES entend également se positionner en tant que pionnier dans le domaine de l'hydrogène vert. Ainsi, en avril 2025, la Commission européenne a validé un programme espagnol d'aides étatiques de 400 millions d'euros pour soutenir la production d'hydrogène renouvelable[44].

2 SECTEURS PRIORITAIRES ET OPPORTUNITÉS POUR LES ENTREPRISES SUISSES

L'économie espagnole a connu un changement important après la crise financière mondiale de 2008. Le pays a mis en place un plan ambitieux de réformes structurelles touchant le système financier, le marché du travail et le cadre réglementaire. L'économie s'est diversifiée en réduisant sa dépendance au secteur de la construction et en se concentrant sur d'autres secteurs tels que le commerce extérieur, les services et la technologie. Ces dernières années, un élan particulier a été donné au secteur de la numérisation et de la transformation verte (en particulier l'énergie). Le secteur des infrastructures reste dynamique et les grandes entreprises espagnoles de génie civil sont des multinationales qui mènent des projets dans le monde entier, notamment en Europe et en Amérique latine.

L'économie de l'ES, comme celle de la plupart des pays développés, est également caractérisée par une forte présence du secteur des services. Le secteur tertiaire représente environ 76.8% des emplois en ES[45]. Ainsi, en 2023 (derniers chiffres disponibles), les principaux secteurs étaient : administration publique et défense ; sécurité sociale obligatoire ; éducation ; santé et services sociaux (17.8% de la valeur ajoutée brute), commerce de gros et de détail ; réparation de véhicules automobiles et de motos (14%) et industrie manufacturière (12.5%). Si l'on compare la croissance en pourcentage des secteurs entre 2022 et 2023 (derniers chiffres disponibles), c'est dans le secteur des industries extractives (+56.1%), de l'hôtellerie (+42%) et des activités artistiques, récréatives et de divertissement (+38.6%) que l'on note les plus grosses variations. La variation importante dans ces deux dernières catégories s'explique probablement par la reprise postpandémie. On notera néanmoins une variation à -19.8% dans le secteur de l'agriculture, de l'élevage, de la sylviculture et de la pêche[46]. Le nombre de personnes occupées par secteur reflète partiellement la valeur ajoutée brute. À la fin de 2024, l'ES employait 3.4% des personnes occupées dans le secteur agricole, 13.4% dans l'industrie, 6,8% dans la construction et 76.5% dans les services. Cependant, les chiffres varient considérablement d'une province à l'autre. Par exemple, à Madrid, seulement 0.3% des travailleurs travaillent dans l'agriculture, alors que 85.2% travaillent dans les services. Le secteur des services est également très important dans les territoires espagnols hors péninsule (Las Palmas : 85.3%, Tenerife : 87.5%, Melilla : 93.4%). En revanche, le secteur de l'agriculture emploie beaucoup plus de gens à Almeria (19.5%), Jaén (16.1%) ou Lugo (15.2%). Le secteur industriel quant à lui, est beaucoup plus présent à Araba (29.6%), la Rioja (26.8%), et Burgos (24.1%). Le secteur des services occupe une place prépondérante dans les grandes villes et dans les régions touristiques côtières[47].

Avec un marché de 48,5 millions de personnes, et ses liens avec l'Amérique latine, et de manière croissante avec l'Afrique, dans des secteurs aussi divers que les technologies de l'information, l'énergie, l'exploitation minière ou les services financiers, l'ES a de nombreuses opportunités à offrir. Le projet de reconstruction NGEU fixe des priorités claires à court et à moyen terme pour le pays. Celles-ci se situent principalement dans les domaines du développement durable et de la numérisation. Le « Plan de récupération, transformation et résilience », qui définit la mise en œuvre nationale de la stratégie NGEU, dispose de plus de douze grands projets stratégiques (PERTE). Ces priorités nationales de développement sont les suivantes : véhicules électriques, soins de santé, énergies renouvelables, agriculture, économie circulaire, industrie maritime, aérospatiale, numérisation du cycle de l'eau, microélectronique et semi-conducteurs, décarbonation industrielle, économie sociale et promotion des langues locales. Les entreprises suisses sont actives dans pratiquement tous ces domaines. Pour le premier semestre 2025, les projets relatifs aux véhicules électriques et connectés (investissements NGEU de 1.25 milliards d'euros), à l'industrialisation du logement (1.3 milliards d'euros), à la décarbonisation industrielle (1.5 milliards d'euros), et à la digitalisation du cycle de l'eau (735 millions d'euros), devraient toutefois présenter un intérêt particulier[48]. La numérisation et l'économie

circulaire sont des thèmes transversaux qui sont très demandés dans tous les domaines grâce à l'impulsion des fonds NGEU.

3 POLITIQUE ÉCONOMIQUE EXTÉRIEURE

3.1 Politique commerciale

L'ES est membre de plusieurs grandes organisations et institutions internationales, dont l'OMC, l'OCDE et la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. C'est un invité permanent du G20, mais sans en être formellement membre. L'Espagne est partie aux accords commerciaux conclus par l'UE et a conclu des accords de protection et de promotion des investissements avec 65 pays, dont 59 en vigueur[49]. En outre, le pays dispose de 99 conventions de double imposition juridiquement contraignantes et cinq autres sont en cours de négociation (Bahreïn, Monténégro, Namibie, Pérou et Syrie)[50]. L'ES a signé l'accord de l'OCDE sur l'échange automatique d'informations en matière fiscale. En outre, le pays a conclu des accords bilatéraux sur l'échange d'informations fiscales avec Andorre, Aruba, les Bahamas, Curação, San Martin et Saint-Marin, les Bermudes, Guernesey, les îles Caïmans, les îles Cook, l'île de Man, Jersey, Macao, Monaco, St. Vincent et les Grenadines et Sainte-Lucie. L'ES dispose également d'un accord avec les États-Unis pour améliorer la conformité fiscale internationale et mettre en œuvre la loi sur la conformité fiscale des comptes étrangers[51]. En parallèle, l'ES dispose d'accords bilatéraux sur la sécurité sociale avec 26 pays[52]. En avril 2025, l'Espagne a finalisé la transposition de la directive 2022/2523 du Conseil européen sur l'imposition minimale de 15% pour les multinationales qui s'applique déjà à l'exercice 2024.

3.2 Priorités de l'Espagne

Les relations avec l'UE sont essentielles pour l'économie extérieure espagnole. 61.8% des exportations ont été réalisées avec des pays de l'UE en 2024[53]. L'appartenance à l'UE exige que les questions commerciales soient réglées presque exclusivement à Bruxelles. En juin 2025, l'Espagne, le Royaume-Uni et Gibraltar ont annoncé avoir trouvé un accord politique prévoyant l'intégration de Gibraltar dans l'espace Schengen. En négociation depuis le Brexit, cet accord devrait faciliter le déplacement des quelques 15'000 travailleurs qui traversent chaque jour la frontière et favoriser le commerce de biens. En dehors de l'UE, l'ES exporte beaucoup vers le reste de l'Europe (11.9%), et dans une moindre mesure vers le reste du monde (Amérique du Nord (5.3%), Asie – hors Moyen-Orient – (5.7%), Afrique (5.5%) Amérique Latine (5.3%))[54]. La région Asie-Pacifique pourrait être un marché avec des opportunités à développer dans certains secteurs pour les exportations espagnoles : en effet, les exportations de l'ES vers cette région sont faibles, l'ES a notamment un très grand déficit commercial, surtout avec la Chine (-37.7 milliards d'euros), en légère augmentation par rapport à 2023 (-36.7 milliards)[55]. Les touristes asiatiques (notamment chinois, japonais et coréens) joueraient un rôle de plus en plus important dans le secteur du tourisme espagnol, augmentant de 14.2% en 2024[56].

Historiquement, l'ES entretient des liens étroits avec l'Amérique latine. En 2024, l'Espagne était la deuxième destination principale des investissements latino-américains dans le monde, derrière les Etats-Unis. Pour l'Espagne, l'Amérique latine représente la 4ème provenance principale des investissements étrangers[57]. Ces investissements proviennent principalement du Mexique (39%) et de Colombie (38%). Une baisse de 5.3% est toutefois enregistrée par rapport à 2023[58]. Quant à l'ES, elle serait le 1er investisseur européen en Amérique latine. La majorité du capital espagnol se trouve au Mexique et en Colombie. Les investissements se concentrent principalement dans les secteurs suivants : construction (18%), technologie (17%), industrie et manufacture (10%) et énergie (9%)[59]. Dans ce sens, l'Espagne est l'une des ferventes défenseuses de l'accord de libre-échange entre l'UE et le Mercosur, dont les négociations ont été finalisées fin décembre et qui est en attente de ratification.

En 2024, l'Espagne a lancé une nouvelle Stratégie Espagne-Afrique 2025-2028 qui marque sa volonté de renforcer et d'élargir ses relations économiques avec l'ensemble du continent africain, et en particulier avec l'Afrique du Nord et de l'Ouest, régions essentielles pour la sécurité et l'économie espagnoles du fait de leur proximité géographique. L'Espagne souhaite s'investir particulièrement dans les domaines suivants : infrastructures, énergie, pêche, gestion migratoire et coopération culturelle et éducation. L'initiative « Alianza África Avanza », lancée en août 2024, vise à favoriser les investissements

espagnols dans des secteurs identifiés comme ayant un fort potentiel comme les télécommunications, les finances, l'agriculture, le tourisme et les infrastructures. Pour l'instant, le Sénégal est le principal bénéficiaire de cette initiative, mais l'Espagne souhaite l'étendre à d'autres pays de la région d'Afrique occidentale. L'Afrique du Nord est également une zone d'intérêt prioritaire pour l'ES. Le volume d'échanges commerciaux avec cette région se situe autour de 35 milliards d'EUR à l'année[60]. Le Maroc est ainsi la deuxième destination hors-Europe des exportations espagnoles, derrière les Etats-Unis, et le troisième fournisseur hors-Europe après les USA et la Chine[61]. Pour le Maroc, l'Espagne constitue le principal partenaire commercial, aussi bien au niveau des importations que des exportations. En 2024, le volume des échanges commerciaux bilatéraux a atteint le record historique de 22.7 milliards d'euros, soit une augmentation de plus de 7%[62]. Les principaux biens exportés de l'ES vers le Maroc incluent le pétrole raffiné, les moteurs à combustion interne et les véhicules à moteur[63]. La relation économique avec l'Algérie est aussi d'une grande importance pour l'ES dans le secteur énergétique, car l'ES en importe un quart du gaz qu'elle consomme[64].

3.3 Perspectives pour la Suisse

Les relations économiques entre l'Espagne et la Suisse sont directement conditionnées par le cadre des accords bilatéraux conclus entre ce dernier pays et l'UE. La certitude apportée par l'adoption d'un cadre stable pour ces relations pourrait contribuer à une augmentation des échanges commerciaux et des flux d'investissement entre la Suisse et l'Espagne, alors que les relations économiques bilatérales sont déjà étroites et intenses.

De plus, les entreprises suisses devraient pouvoir bénéficier directement et indirectement des ressources du fonds NGEU. La Suisse et l'ES disposent d'une convention de double imposition. Cet accord, conclu le 26 avril 1966, a été révisé par les protocoles du 29 juin 2006 et du 27 juillet 2011. Dans le cadre de la politique de l'ES concernant les traités internationaux, l'Ambassade n'a pas connaissance de cas où des intérêts de la CH pourraient être concernés.

4 COMMERCE INTERNATIONAL

4.1 Développement et perspectives générales

Le déficit commercial de l'ES en 2024 s'est réduit de 0.7% par rapport à 2023 pour atteindre les 44.07 milliards d'EUR[65]. Cette légère baisse est due à une stabilité autant au niveau des exportations (+0.2%), que des importations (0.1%). L'ES enregistre un excédent commercial important avec l'UE (30.3 milliards d'EUR en 2024) et 61.8% de toutes ses exportations ont été destinées aux pays de l'UE. L'existence d'un déficit commercial extérieur est principalement due aux échanges de biens et de marchandises avec les pays asiatiques. Le déficit de 37.7 milliards d'EUR avec la Chine en 2024, mérite d'être souligné. Le déficit avec les États-Unis a également été important l'année passée (10.1 milliards d'EUR)[66].

4.1.1 Commerce de biens

Les principales exportations de l'ES ont été en 2024 les biens d'équipement (machines pour l'industrie, matériel de transports, etc.) (74.4 milliards d'EUR, -0.5%), l'alimentation, les boissons et le tabac (71.8 milliards d'EUR, +6.8%), les produits chimiques (62.8 milliards d'EUR, - 2.3%) et le secteur automobile (53.2 milliards d'EUR, -1.4%), pour un total de 384.5 milliards d'EUR. Les principaux secteurs d'importation en 2024 étaient les biens d'équipement (96.2 milliards d'EUR, +1%), les produits chimiques (68.1 milliards d'EUR, +1.3%), les produits énergétiques (58.5 milliards d'EUR, -7.8%) et le secteur alimentation, boissons et tabac (53.7 milliards d'EUR, +1.2%), pour un total de 424,7 milliards d'EUR. Les variations annuelles les plus importantes en pourcentage ont été observées tant pour les exportations que pour les importations d'énergie (carburants, gaz, charbon et électricité)[67]. Le déficit commercial a légèrement diminué en 2024, passant de 2.3% du PIB en 2023 à 2.1%-2.2% en 2024[68]. Le déficit commercial le plus important concerne donc les produits énergétiques, suivis par les biens d'équipement, tandis que le secteur alimentation, boissons et tabac, la semi-manufacture non chimique et l'automobile enregistrent des excédents commerciaux. La baisse des exportations concerne principalement le secteur de l'énergie, alors que l'alimentation, boissons et tabac ont enregistré la plus grande augmentation[69].

4.1.2 Commerce de services

En incluant le secteur du tourisme, l'Espagne a exporté en 2024 pour 219.4 milliards d'USD de services. Elle en a importé 110.99 milliards d'USD, soit un excédent commercial de près de 110 milliards d'USD, 7.5% plus que l'année précédente. Les importations de services ont augmenté de 16% et les exportations de 12%. Les exportations sont divisées entre 81% dans le secteur du voyage, 15% dans le secteur des transports et 4% de services liées aux biens. Les importations quant à elles, comprennent 66% dans le secteur du voyage, 29% les transports, et 5% des services liés aux biens[70]. L'exportation de services non-touristiques a doublé entre l'espace de dix ans (2013-2023) et représente plus de 7% du PIB[71]. Après la forte baisse due à la pandémie, le secteur du tourisme de l'ES continue à augmenter pour atteindre près de 93.8 millions de visiteurs internationaux en 2024 (+10.1% par rapport à 2023). Le plus grand nombre de visiteurs est venu du Royaume-Uni (18.4 millions), de France (12.9 millions) et d'Allemagne (11.9 millions) en 2024. Les dépenses totales des touristes en ES étaient d'environ 126.3 milliards d'euros en 2024, soit 16.1% de plus qu'en 2023[72]. Le tourisme représente en 2024 13.4% du PIB espagnol (2023 : 12.8%)[73].

4.2 Commerce bilatéral

En 2024, l'ES était le 9ème pays d'exportation le plus important pour les produits suisses et le 8ème pays pour les importations suisses[74]. La tendance des importations en provenance d'ES est clairement à la baisse (2024 : 6.8 milliards de CHF, -21.1% par rapport à 2023), et les exportations vers l'ES également (2024 : 6.8 milliards de CHF, -12% par rapport à 2023). Depuis 2021, les exportations baissent continuellement (- 46% entre 2021 et 2024) et les importations, qui stagnaient autour de 8.5 milliards de CHF jusqu'en 2023, ont chuté à 6.8 milliards de CHF en 2024. En 2024, la Suisse a enregistré un léger déficit commercial avec l'ES à hauteur de 22 millions de CHF[75]. Les principaux produits importés par la CH sont les produits chimiques et pharmaceutiques (2024 : 3.8 milliards de CHF, -31.6% par rapport à 2023), les produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche (2024 : 1.1 milliard de CHF, +1.7% par rapport à 2023) et les véhicules (2024 : 954 millions de CHF, -6.5% par rapport à 2023)[76].

La Suisse exporte principalement des produits chimiques et pharmaceutiques (2024 : 4.3 milliards de CHF, -18.3% par rapport à 2023), des instruments de précision, des montres et de la bijouterie (2024 : 840 millions de CHF, +9.9% par rapport à 2023) et des machines, des appareils et de l'électronique (2024 : 622 millions de CHF, -3.4% par rapport à 2023)[77]. La baisse des exportations suisses vers l'ES s'expliquerait en grande partie par le recul des exportations de produits chimiques et pharmaceutiques. Dans le commerce des services, la Suisse a un déficit avec l'ES (2024 : -2.8 milliards de CHF, soit 20% de plus qu'en 2024). Le solde négatif provient en grande partie du secteur du tourisme (2024 : -1.3 milliard de CHF), et des services techniques, liés au commerce et autres services aux entreprises (2024 : -804 millions de CHF). Dans les secteurs des droits de licence (+431 millions de CHF en 2024) et des services financiers (+254 millions de CHF) le solde commercial des services est positif pour la Suisse[78].

5 INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS

5.1 Développements et perspectives générales

Après avoir fortement diminué à la suite de la crise financière de 2008, les investissements directs étrangers en ES se sont redressés ces dernières années. En 2024, les investissements directs étrangers (IDE) en Espagne ont augmenté de 15% par rapport à l'année précédente, alors que les IDE ont diminué de 5% au niveau européen pour la même période[79]. Les investissements les plus importants ont été réalisés depuis le Royaume-Uni (33.3%), les États-Unis (16.7%) et la France (6.5%). Les investissements directs se sont concentrés dans les secteurs de : l'information et les télécommunications (8.96 milliards d'euros), l'approvisionnement d'énergie électrique, gaz, vapeur et air conditionné (5.06 milliards) et l'industrie manufacturière (5 milliards)[80].

Géographiquement, les communautés autonomes de Madrid (67.1% des IDE totaux), de la Catalogne (13.37%) et de la communauté valencienne (3%) ont bénéficié d'IDE élevés. Par rapport à l'année

dernière, la communauté de Madrid a enregistré des IDE nettement plus élevés qu'en 2023 (+43.6%), tandis que les IDE en Catalogne sont restés stables et ont baissé dans la communauté valencienne (-67.9%)[81]. L'ES serait un pays attractif pour les investissements étrangers, notamment en raison de la taille de son marché intérieur. En outre, l'ES disposerait d'un secteur extérieur hautement compétitif qui la placerait à l'avant-garde des marchés internationaux. Dans un contexte de croissance modérée de l'activité et du commerce international ces dernières années, le secteur extérieur espagnol aurait joué un rôle important dans la reprise de la croissance économique. La maîtrise des coûts de la main-d'œuvre aurait contribué à la croissance économique au cours des dernières années et à faire de l'ES l'un des lieux de production les plus rentables, le salaire moyen étant inférieur de 20 % à celui de l'OCDE. L'ES poserait moins d'obstacles à l'investissement que d'autres pays, notamment depuis l'entrée en vigueur le 01.09.23 du nouveau cadre réglementaire RD 571/2023, qui accélère la résolution des demandes d'autorisation, établit un nouveau système d'exonérations, reprend certains critères interprétatifs déjà appliqués par les autorités et établit un nouveau cadre de contrôle pour les investissements dans la défense nationale[82]. Le black-out survenu le 28 avril 2025 pourrait néanmoins éroder la confiance de certains investisseurs, notamment d'Asie ou du Moyen-Orient, dans le système espagnol de gestion de l'énergie[83]. Les entreprises suisses ne semblent pas montrer de signe d'inquiétude concernant cette question.

5.2 Investissements bilatéraux

Après 2020, année record où la Suisse a été le principal investisseur en ES en termes de flux financiers bruts (3,7 milliards d'EUR, notamment dû à l'achat de BME (la bourse espagnole) par SIX et de CASER par Helvetia) et la forte baisse en 2021 (112 millions d'euros, 25ème rang), les investissements directs suisses ont augmenté en 2022 (505.33 millions d'euros) et 2023 (1,4 milliards d'euros), avant de retomber à 539 millions en 2024. En 2024, la Suisse serait ainsi le 13ème investisseur en ES. Les IDE en provenance de Suisse ont été principalement destinés aux secteurs de l'éducation (315 millions d'euros), des services financiers (54 millions d'euros) et de l'approvisionnement en électricité, gaz, vapeur et air conditionné (35 millions d'euros)[84]. En 2023 (derniers chiffres disponibles), le capital suisse en ES s'élevait à 18,90 milliards de CHF (2020 : 18,97 milliards de CHF)[85].

6 PROMOTION ÉCONOMIQUE ET TOURISTIQUE

Swiss Business Hub Spain (SBHS) est le représentant de Switzerland Global Enterprise (S-GE) en Espagne. Intégré au sein de l'Ambassade de Suisse à Madrid, le SBHS est un interlocuteur privilégié pour toute entreprise provenant de Suisse et du Liechtenstein souhaitant s'implanter sur le marché espagnol. Le SBHS propose un accompagnement sur mesure, adapté aux besoins et au profil des entreprises suisses qui s'intéressent à l'Espagne. Cela comprend, entre autres, des informations sur le marché, des services de conseil et la mise en relation avec des partenaires commerciaux.

Au-delà de sa mission « Export », le SBHS a également une mission « Invest », en tant que premier interlocuteur pour toute entreprise espagnole souhaitant investir ou s'implanter en Suisse. Le SBHS se charge de lancer ce processus en mettant l'entreprise espagnole en relation avec les bons partenaires.

6.1 Instrumente der Schweizer Aussenwirtschaftsförderung

Im Rahmen der verschiedenen Dienstleistungen für CH KMU im Internationalisierungsprozess identifiziert SBHSpain Sektoren von vorrangigem Interesse, die für CH Unternehmen Geschäftsmöglichkeiten in ES bieten. In diesem Zusammenhang organisiert SBHSpain seit 2014 einen CH-Pavillon am Mobile World Congress (MWC) in Barcelona, der weltgrössten Messe für Telekomunikation. Auch dieses Jahr fand besagte Messe im März statt. In zwei Hallen stellten 17 Firmen und 19 Startups ihre Produkte aus. Auch die Besucherzahlen sind in diesem Jahr wieder stark gestiegen. Die Swiss Tech Night war in diesem Jahr äußerst gut besucht, da es sich um ein Event in den Hallen und Museum des FC Barcelona handelte. Der Ablauf war ein Besuch des Fußball Museums und ein Apero mit 3 Schweizer Sprechern. Teilgenommen haben wieder unsere Firmen, Investoren,

Experten und weitere Gäste. Insgesamt waren es 160 Personen. Im Vordergrund stand der Wirtschaftsstandort CH und die Sichtbarkeit der Schweiz

Den Smart City Expo World Congress (SCEWC) in Barcelona wird von dem SBHSpain jedes Jahr zusammen mit dem Konsulat in Barcelona besucht, um die Tendenzen der teilnehmenden Schweizer Firmen zu erfahren. Leider ist die Teilnehmerzahl seitens der Schweizer Firmen gering, sodass wir keinen Schweizer Pavillon in Erwägung ziehen.

SBHSpain arbeitet im Rahmen seiner Aktivitäten eng mit der Asociación Económica Hispano-Suiza (AEHS) zusammen. Diesem gemeinnützigen Verein gehören rund 100 Unternehmen an. Es sind v.a. Tochtergesellschaften und Niederlassungen der wichtigsten CH Unternehmen in ES sowie ES Unternehmen mit Interessen oder Verbindungen zur Schweiz. Das Hauptziel der AEHS ist es, die wirtschaftlichen und sozialen Beziehungen zwischen ihren Mitgliedern aufrecht zu halten. Dazu organisiert die AEHS in Zusammenarbeit mit der Botschaft und der "Sociedad Suiza de Barcelona" regelmässig Veranstaltungen in Madrid und Barcelona, zu denen hochrangige Personen für Präsentationen eingeladen werden.

Das Schweizerische Generalkonsulat in Barcelona arbeitet in seinem Konsularkreis eng mit der Botschaft, insbesondere dem SBHSpain zur Förderung der Wirtschaftsbeziehungen mit der CH zusammen. Die Zusammenarbeit beinhaltet u.a. Besuche bei Firmen, Behörden oder Universitäten sowie die gemeinsame Durchführung von Anlässen und die Teilnahme an Kongressen.

6.2 Promotion du tourisme

Présence Suisse (PRS) soutient financièrement de manière ciblée des activités et projets de l'Ambassade de Suisse à Madrid et du consulat général à Barcelone (Festival du film francophone 2024 à Madrid et Barcelone en partenariat avec l'Alliance Française, exposition « Ecrire en français » pour la semaine de la Francophonie à Madrid en partenariat avec l'Institut Français de Madrid, soutien au chœur éphémère durant la semaine de la francophonie à Barcelone). Le Secrétariat d'État à l'éducation, à la recherche et à l'innovation (SEFRI) accorde également un crédit annuel à l'Ambassade pour les événements liés à l'innovation (thème 2024 : Quantum et diplomatie scientifique ; thème 2023 : transition énergétique ; 2022 : efficacité énergétique ; 2021 : intelligence artificielle). Grâce à sa représentation à Barcelone, « *Suisse Tourisme* » promeut depuis 2006 en ES et au Portugal l'image de la CH comme destination de vacances, de voyage et de congrès. L'Ambassade de Suisse à Madrid commande régulièrement des documents promotionnels à « *Suisse Tourisme* » qu'elle distribue lors de différents événements. Après la baisse drastique du nombre de visiteurs espagnols en Suisse en raison de la pandémie, les chiffres sont repartis à la hausse en 2022, et atteignent en 2024 le maximum jamais enregistré depuis le début de la collecte de ces données en 2005 (2024 : 266'660 arrivées, 505'363 nuitées)[86].

	2024	**2023**	**2022**	**2021**	**2019**
Nombre de nuitées ES	505'363	476'653	409'938	205'579	457'713
Nombre d'arrivées ES	266'660	248'344	206'897	95'127	240'436

En 2024, juillet et août ont à nouveau été les mois préférés des touristes ES pour visiter la Suisse. On observe également un nombre important de nuitées importantes durant le mois de décembre, 2ème mois avec le plus de nuitées de l'année, et 3ème mois avec le plus d'arrivées[87]. Les régions les plus visitées sont Zurich (24.3% des arrivées, 23.4% des nuitées) et Genève (21.1% des arrivées, 21.2% des nuitées)[88].

6.3 Intérêts bilatéraux

Les universités suisses jouissent d'une très bonne réputation en ES. Cependant, depuis 2016, les bourses d'excellence de la Confédération suisse ne sont plus disponibles pour les ressortissants ES en raison du manque de réciprocité en ES. Cette décision sera réexaminée régulièrement. Depuis plusieurs années, l'Ambassade de Suisse à Madrid organise un événement pour les alumnis des Ecoles polytechniques fédérales, des universités suisses, de l'École hôtelière de Lausanne (EHL) et de l'International Institute for Management Development (IMD). Les nouveaux boursiers du Fonds national suisse pour la promotion de la recherche scientifique (FNS) ainsi que des alumnis d'autres universités suisses vivant en Espagne participent également à cette réunion. En 2024, l'Ambassade a inauguré à la Résidence la création du premier réseau d'alumnis espagnols du CERN. En ce qui concerne la formation professionnelle en alternance, considérée par le gouvernement de l'ES comme une priorité dans la lutte contre le chômage des jeunes, la coopération avec l'ES reste possible mais dépend de la volonté des autorités ES. L'image de la place financière suisse auprès de l'opinion publique espagnole a été ternie par les événements récents dans le secteur bancaire (Crédit Suisse), ainsi que par certains scandales de corruption et leurs liens avec les institutions financières suisses. L'introduction, le 1er janvier 2017, de l'accord sur l'échange automatique d'informations en matière fiscale entre la CH et ES a renforcé la coopération entre les autorités fiscales des deux pays. Un positionnement dynamique de la CH en tant que leader dans des domaines tels que la FinTech et la finance durable pourrait contribuer à améliorer l'image de la CH à cet égard.

10 SOURCES

[1] **Expansión.** *Desempleo de España* Zuletzt besucht am 15.04.2025
[2] **El Economista.** *El empleo marcó récord en 2024 con 21,86 millones de ocupados y 2.595.500 parados, mínimos desde 2008*. Zuletzt besucht am 04.06.2025
[3] **El Economista.** *España creó en 2024 medio millón de empleos y anotó el menor nivel de paro de los últimos 17 años*. Zuletzt besucht am 04.06.2025
[4] **Eurostat.** *Chômage par sexe et âge – données mensuelles*. Zuletzt besucht am 12.05.2025.
[5] **El Economista**. *Alerta 'ninis': caen a su mínimo histórico, pero el paro y el abandono escolar les alejan de Europa*. Zuletzt besucht am 04.06.2025
[6] **El País.** *Una de cada tres empresas españolas alerta de la falta de mano de obra cualificada*. Zuletzt besucht am 06.05.2024
[7] **Swissinfo.** *España, el país con la tasa de sobrecualificación más alta de la UE en 2024*. Zuletzt besucht am 04.06.2025
[8] **Metrodora Formación Profesional**. *Novedades nueva ley de FP de 2024*. Zuletzt besucht am 04.06.2025.
[9] **El País.** *El empleo temporal sigue desplomándose: cae por primera vez por debajo del 12%*. Zuletzt besucht am 04.06.2025
[10] **El País.** *La desestacionalización del turismo en España avanza pese al verano de récord*. Zuletzt besucht am 04.06.2025
[11] **La Moncloa.** *Salario Mínimo Interprofesional (SMI): ¿qué es, cuánto sube y a quién beneficia?* Zuletzt besucht am 21.05.2025
[12] **OCDE.** *Data: average wages* Zuletzt besucht am 21.05.2025
[13] **Ministerio de Inclusión, Seguridad Social y Migraciones.** *Afiliados último día por Período, País, Sexo y Edad*. Zuletzt besucht am 22.05.2025
[14] **El Confidencial.** *La economía sumergida se cronifica y representa el 24% del PIB*. Zuletzt besucht am 21.05.2025
[15] **El País.** *La productividad en España sigue lejos de la media europea, a pesar de las ayudas de Bruselas* Zuletzt besucht am 06.05.2025
[16] **El Economista.** *El sorpasso de España a dos países europeos en PIB per cápita pone la guinda a un año excepcional para la economía.* Zuletzt besucht am 22.05.2025
[17] **El País**. *El déficit público se reduce en unos 8.000 millones en 2024, hasta el 2,8% del PIB con una recaudación récord*. Zuletzt besucht am 22.05.2025
[18] **El País.** *La deuda pública cae hasta el 101,8% del PIB en 2024, un descenso de más de tres puntos por el crecimiento económico.* Zuletzt besucht am 22.05.2025
[19] **El País**. *El déficit público se reduce en unos 8.000 millones en 2024, hasta el 2,8% del PIB con una recaudación récord*. Zuletzt besucht am 22.05.2025
[20] **CincoDías.** *España logrará superávit primario en 2025 por primera vez en 18 años*. Zuletzt besucht am 22.05.2025
[21] **SER**. *Los votos en contra de Junts y el PP al decreto ómnibus llevan al Gobierno a una derrota parlamentaria*. Zuletzt besucht am 22.05.2025
[22] **Bankinter.** *Moody's mantiene la calificación crediticia de España en Baa1 con perspectiva positiva*. Zuletzt besucht am 06.06.2025
[23] **European commission.** *Economic forecast for Spain*. Zuletzt besucht am 09.06.2025
[24] **El País.** *La economía española creció un 3,2% en 2024 impulsada por el consumo de los hogares*. Zuletzt besucht am 10.06.2025
[25] **The Economist.** *Which economy did best in 2024?* Zuletzt besucht am 22.05.2025
[26] **The Economist.** *What Spain can teach the rest of Europe*. Zuletzt besucht am 22.05.2025
[27] **El País.** *El 80% del crecimiento de España en el último lustro se explica por el aumento de trabajadores extranjeros*. Zuletzt besucht am 10.06.2025
[28] **La Vanguardia.** *Un año no tan bueno*. Zuletzt besucht am 10.06.2025
[29] **El País.** *El FMI mejora las previsiones de déficit y deuda de España, pero pide un mayor ajuste al Gobierno.* Zuletzt besucht am 10.06.2025
[30] **El Economista.** *¿Cómo nos va a cambiar (o no) la vida la jornada de 37,5 horas? Las claves de una reforma incierta*. Zuletzt besucht am 09.06.2025
[31] **El Economista.** *Jorge Azcón (Gobierno de Aragón): "La economía de la comunidad crecerá en 60.000 milliones por los data centers".* Zuletzt besucht am 10.06.2025
[32] **Europa Press.** *Sánchez anuncia que España llegará al 2% de PIB en gasto en Defensa en 2025 con 10.471 millones adicionales*. Zuletzt besucht am 09.06.2025.
[33] **Infobae.** *La OTAN ubica a España de nuevo a la cola en inversión pero el Gobierno asegura que los datos de la Alianza son incorrectos*. Zuletzt besucht am 09.06.2025
[34] **La Moncloa.** *Plan industrial y tecnológico para la seguridad y la defensa.* Zuletzt besucht am 09.06.2025
[35] **Europa Press.** *Sánchez anuncia un plan de 14.100 millones para proteger la economía española de los aranceles de EEUU*. Zuletzt besucht am 10.06.2025
[36] **El Diario.es.** *Carlos Cuerpo: "Se puede gobernar sin Presupuestos porque seguimos creciendo"*. Zuletzt besucht am 09.06.2025
[37] **El País.** *Los aranceles de Trump amenazan hasta una cuarta parte de las exportaciones españolas a EE. UU., pero apenas afectarán al PIB*. Zuletzt besucht am 09.06.2025
[38] **La Vanguardia.** *El Gobierno mantiene que la economía crecerá el 2,6% este año pese a los aranceles de Trump*. Zuletzt besucht am 10.06.2025
[39] **El País.** *Sánchez negocia con el PP el escudo anti-Trump mientras busca alternativas en Vietnam y China*. Zuletzt besucht am 10.06.2025
[40] **Toute l'Europe.** *Plan de relance européen : où en est-on?* Zuletzt besucht am 09.06.2025
[41] **El País.** *España, en riesgos de incumplir el plazo de ejecución de los Fondos Europeos*. Zuletzt besucht am 10.06.2025
[42] **La Moncloa.** *El Plan de Recuperación permitirá incrementar el nivel del Producto Interior Bruto 2,6 puntos porcentuales de media cada año hasta 2031* Zuletzt besucht am 06.05.2025
[43] **Infobae.** *La UE convierte a España en la mayor mina de materias primas: los 7 proyectos estratégicos para garantizar la independencia de los Veintisiete*. Zuletzt besucht am 09.06.2025
[44] **The Diplomat in Spain.** *Bruselas aprueba un plan estatal español de 400 millones de euros para hidrógeno renovable.* Zuletzt besucht am 09.06.2025
[45] **Ministerio de Trabajo y Economía social.** *Informe del mercado de trabajo estatal. Datos 2024.*Zuletzt besucht am 06.06.2025
[46] **Instituto Nacional de Estadística.** *Valor añadido bruto – agregados por ramas de actividad* Zuletzt besucht am 06.05.2025

[47] **Instituto Nacional de Estadística.** *Distribución porcentual de los ocupados por sector económico y provincia* Zuletzt besucht am 06.06.2025
[48] **Zabala.** *Convocatorias clave de los PERTE para el primer semestre de 2025.* Zuletzt besucht am 06.06.2025
[49] **Ministerio de Industria y Turismo.** *Plan de acción para la internacionalización de la economía española* Zuletzt besucht am 04.06.2025
[50] **Ministerio de Hacienda y Función Pública.** *Convenios de Doble Imposición.* Zuletzt besucht am 12.05.2025
[51] **Ministerio de Hacienda y Función Pública.** *Acuerdos de intercambio de información* Zuletzt besucht am 12.05.2025
[52] **Seguriad Social.** *Convenios Bilaterales* Zuletzt besucht am 12.05.2025
[53] **Ministerio de Economía, Comercio y Empresa.** *Informe Mensual de Comercio Exterior Diciembre 2024.* Zuletzt besucht am 06.05.2025
[54] **Ministerio de Economía, Comercio y Empresa.** *Informe Mensual de Comercio Exterior Diciembre 2024.* Zuletzt besucht am 06.05.2025
[55] **Ministerio de Economía, Comercio y Empresa.** *Informe Mensual de Comercio Exterior Diciembre 2024.* Zuletzt besucht am 06.05.2025
[56] **Ministerio de Industria y Turismo.** *El gasto turístico cumple las previsiones y supera los 126.000 M€ en 2024, un 16,1% más*. Zuletzt besucht am 05.06.2025
[57] **Infobae**. *España pierde atractivo para las empresas latinoamericanas, invierten 2.178 millones en nuestro país en 2024, un 5,3% menos*. Zuletzt besucht am 06.06.2025
[58] **Swissinfo.** *La inversión latinoamericana en España cayó un 5,3% en 2024, hasta los 2.718 millones*. Zuletzt besucht am 05.06.2025
[59] **Auxadi.** *Panorama de Inversión española en Iberoamérica*. Zuletzt besucht am 05.06.2025
[60] **Ministerio de Asuntos Exteriores, Unión Europea y Cooperación.** *Magreb y Oriente Próximo* Zuletzt besucht am 04.06.2025
[61] **Ministerio de Economía, Comercio y Empresa.** *Informe Mensual de Comercio Exterior, Diciembre 2024.* Zuletzt besucht am 05.06.2025
[62] **Ministerio de Asuntos Exteriores, Unión Europea y Cooperación.** *Albares recibe a su homólogo marroquí Nasser Bourita, para hacer un repaso del excelente estado de la relación bilateral*. Zuletzt besucht am 05.06.2025
[63] **FiduPartner.** *Balanza comercial Marruecos España 2024*. Zuletzt besucht am 04.06.2025
[64] **Ministerio de Asuntos Exteriores, Unión Europea y Cooperación.** *Magreb y Oriente Próximo* Zuletzt besucht am 04.06.2025
[65] **Ministerio de Economía, Comercio y Empresa.** *Informe comercio exterior: balanza 2024*. Zuletzt besucht am 29.05.2025
[66] **Ministerio de Economía, Comercio y Empresa.** *Informe Mensual de Comercio Exterior, Diciembre 2024.* Zuletzt besucht am 05.06.2025
[67] **Ministerio de Economía, Comercio y Empresa.** *Informe Mensual de Comercio Exterior, Diciembre 2024.* Zuletzt besucht am 05.06.2025
[68] **Caixa Bank Research**. *Excelentes registros del sector exterior en 2024*. Zuletzt besucht am 05.06.2025
[69] **Ministerio de Economía, Comercio y Empresa.** *Informe Mensual de Comercio Exterior, Diciembre 2024.* Zuletzt besucht am 05.06.2025
[70] **World Trade Organization.** *Trade in commercial services* Zuletzt besucht am 04.06.2025
[71] **El Economista.** *La exportación de servicios no turísticos se dobla en 10 años*. Zuletzt besucht am 05.06.2025
[72] **Ministerio de Industria y Turismo.** *El gasto turístico cumple las previsiones y supera los 126.000 M€ en 2024, un 16,1% más*. Zuletzt besucht am 05.06.2025
[73] **Dataestur.** *Empresas turísticas (y su empleo): cuántas hay, cómo son y dónde están*. Zuletzt besucht am 05.06.2025
[74] **Office fédéral de la Douane et de la sécurité des frontières.** *Année 2024 : résultat contrasté malgré le record à l'export*. Zuletzt besucht am 20.05.2025
[75] **Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières.** *Swiss Impex* Zuletzt besucht am 03.06.2025
[76] *Ibid.*
[77] *Ibid.*
[78] **Schweizerische Nationalbank (SNB).** *Leistungsbilanz Dienste nach Ländern / Jahr.* Zuletzt besucht am 03.06.2025
[79] **Cinco días.** *La inversión extranjera directa en España creció un 15% en 2024, pese a la caída en Europa por segundo año consecutivo.* Zuletzt besucht am 10.06.2025
[80] **Ministerio de Economía, Comercio y Empresa.** *Inversiones exteriores directas*. Zuletzt besucht am 09.06.2025
[81] **Secretaria de Estado de Comercio.** Global Invex. – *Análisis de Inversiones Exteriores* Zuletzt besucht am 05.06.2025
[82] **OBS Business School.** *Informe OBS: Inversión extranjera directa* Zuletzt besucht am 06.05.2025
[83] **El Confidencial.** *Los inversores extranjeros se asustan tras el apagón y piden informes para revisar sus activos.* Zuletzt besucht am 10.06.2025
[84] **Secretaria de Estado de Comercio.** Global Invex. – *Análisis de Inversiones Exteriores* Zuletzt besucht am 05.06.2025
[85] **Banque Nationale Suisse.** *Investissements directs suisses à l'étranger* Zuletzt besucht am 05.06.2025
[86] **Confédération Suisse.** *Hôtellerie: arrivées et nuitées des établissements ouverts selon l'année, le mois, la région touristique et la provenance des hôtes* Zuletzt besucht am 06.05.2025
[87] *Ibid.*
[88] *Ibid.*

ANNEXE 1 – Structure de l’économie

Structure économique du pays hôte

	2023T4	2024T4
Répartition du PIB*		
Secteur primaire	**2.57%**	**2.45%**
Industrie	**14.51%**	**14.45%**
Construction	**5.31%**	**5.21%**
Services	**69.47%**	**68.80%**
- dont services publics	**23.21%**	**23.21%**

Répartition de l’emploi**		
Agriculture	**3.8%**	**3.5%**
Industrie	**12.3%**	**12.4%**
Construction	**6.3%**	**6.5%**
Services	**71.8%**	**72.5%**

Quelle(n):

* Instituto Nacional de Estadística (INE). *PIB pm Oferta (Precios corrientes).* Zuletzt besucht am 06.05.2025

** Instituto Nacional de Estadística (INE). *Distribución porcentual de los activos por sector económico y provincia*. Zuletzt besucht am 06.05.2025

ANNEXE 2 – Données économiques importantes

Principales données économiques du pays hôte

	2022	2023	2024	2025 (prog.)
PIB (Mrd. USD)[2]	**1'418.92**	**1'581.15**	**1'722.23**	**1'779.51**
PIB/cap (USD)[3]	**29'799.75**	**33'071.35**	**35'091.65**	**36'192.36**
Taux de croissance (% des BIP)*	**5.8%**	**2.5%**	**3.2%**	**2.5%**
Taux d'inflation (%)*	**8.3%**	**3.4%**	**2.9%**	**2.2%**
Chômage (%)[4]	**12.67%**	**11.76%**	**10.6%**	**11.36%**
Déficit public (% des BIP)[5]	**-4.8%**	**-3.5%**	**-2.8%**	**-2.5%**
Balance des opérations courantes (% des BIP)*	**0.6%**	**2.6%**	**2.5%**	**1.5%**
Dette Publique (% des BIP)[6]	**111.6%**	**107.70%**	**101.8%**	**104.12%**
Service de la dette (% der Exporte)**	**n.a.**	**n.a.**	**n.a**	**n.a**
Réserves (MRD. €)***	**87.2**	**93.3**	**103.7**	**102.7 (31.05)**

Quelle(n):

* IWF. *World Economic Outlook April 2024.* Zuletzt besucht am 17.05.2023

** IWF. *Article IV Consultations Spain 2022*. Zuletzt besucht am 17.05.2023

*** Banco de España BdE. *Reservas internacionales y liquidez en moneda extranjera.* Zuletzt besucht am 30.05.2025 / Trading Economics. *Réserves de change de l'Espagne*. Zuletzt besucht am 12.06.2025

[2] **Statista.** *Spain: Gross domestic product (GDP) in current prices* Zuletzt besucht am 12.06.2025

[3] **Statista.** *Spain: Gross domestic product (GDP) per capita in current prices from 1987 to 2030* Zuletzt besucht am 12.06.2025

[4] **Instituto Nacional de Estadística.** *Tasas de paro por distintos grupos de edad, sexo y comunidad autónoma* Zuletzt besucht am 12.06.2025

[5] **El País**. *El déficit público se reduce en unos 8.000 millones en 2024, hasta el 2,8% del PIB con una recaudación récord*. Zuletzt besucht am 22.05.2025

[6] **Expansión.** *Deuda pública en España* Zuletzt besucht am 22.06.2025

ANNEXE 3 – Partenaires commerciaux

Partenaires commerciaux du pays hôte * **Année : 2024**

Place	Pays	Exportations *du pays hôte* (Mio. €)	Proportion	Évolution [7]	Place	Pays	Importations *du pays hôte* (Mio. €)	Proportion	Évolution [10]
1	France	59'904	15.0%	-3.9%	1	Allemagne	47'759	11.2%	1.5%
2	Allemagne	39'530	10.3%	-1.2%	2	Chine	45'173	10.6%	2.1%
3	Italie	33'354	8.7%	0.9%	3	France	36'744	8.7%	-7.3%
4	Portugal	32'522	8.5%	2.2%	4	Italie	29'545	7.0%	4,4%
5	UK	23'852	6.2%	5.7%	5	USA	28'192	6.6%	-0.3%
6	USA	18'179	4.7%	-3.8%	6	Pays-Bas	19'829	4.7%	-0.9%
…	……	……			…	……	……		
14	*Suisse*	5'725	*1.5%*	*-13.7%*	21	*Suisse*	4'626	1.1%	-2.2%
	UE	237'694	61.8%	-1.1%		UE	207'409	48.8%	-0.9%
	Total	384'464	100%	0.2%		Total	424'740	100%	0.1%

Source : Ministerio de Economía, Comercio y Empresa. *Informe Mensual de Comercio Exterior Diciembre 2024.* Zuletzt besucht am 06.05.2025

*) *) Ces données proviennent du ministère espagnol de l'Économie, du Commerce et de l'Entreprise, industrie. En raison de différentes méthodes de collecte et de mesure, ils diffèrent nettement des chiffres de l'Office fédéral des douanes et de la sécurité des frontières.

[7] Veränderung gegenüber dem Vorjahr in %

ANNEXE 4 – Échanges bilatéraux

Derniers chiffres disponibles concernant les échanges commerciaux et les investissements entre la Suisse et l'Espagne

	Exportations (Mio. CHF)	*Variation (%)*	**Importations** (Mio. CHF)	*Variation (%)*	**Solde** (en Mio.)
2017	5'770	+4%	5'065	+5.6%	705
2018	6'838	+18.5%	5'218	+3.0%	1'620
2019	7'815	+14.3%	6'063	+16.2%	1'752
2020	7'483	-4.3%	6'709	+10.7%	774
2021	**12'596**	**+68.3%**	**8'165**	**+23.6%**	**4'430**
2022	**10'130**	**-19.6%**	**8'855**	**+9.7%**	**1'064**
2023	**7'680**	**-24.2%**	**8'588**	**-3.0%**	**-908**
2024	**6'756**	**-12.0%**	**6'778**	**-21.1%**	**-22**

Exportations	**2023** (% du total)	**2024** (% du total)
1. Produits chimiques et pharmaceutiques	68.95%	64.19%
2. Instruments de précision, montres et bijouterie	9.89%	12.43%
3. Machines, appareils et électronique	8.33%	9.20%
4. Produits agricoles et forestiers, pêche	4.62%	5.69%

Importations	**2023** (% du total)	**2024** (% du total)
1. Produits chimiques et pharmaceutiques	59.07%	55.52%
2. Produits agricoles et forestiers, pêche	11.55%	16.16%
3. Tracteurs	10.95%	14.08%
4. Machines, appareils et électronique	3.13%	4.05%

Source : Office fédéral des douanes et de la sécurité des frontières (OFAC) *Swissimpex* Zuletzt besucht am 12.05.2025

ANNEXE 5 – Principaux investisseurs

Principaux investisseurs dans le pays d'accueil, par pays * **Année : 2024**

Place	**Pays**	**Investissements directs bruts** (Mio. EUR)	**Proportion**	**Évolution (investissements)**	**2023** (Mio. EUR)*
1	Royaume-Uni	12'267	33.3%	+128.3%	3'694
2	Etats-Unis	6'158	16.7%	-29.7%	8'146
3	Francia	2'392	6.5%	-14.8%	2'583
4	Allemagne	2'098	5.7%	-49.8%	3'000
5	Norvège	1'654	4.5%	+405.8%	327
6	Pays-Bas	1'455	4.0%	+63.1%	542
7	Suède	1'356	3.7%	+1020.2%	115
8	Mexique	1'006	2.7%	-6.3%	1'061
9	Italie	987	2.7%	+293.8%	239
10	Japon	671	1.8%	+36.3%	460
13	*Suisse*	*539*	*1.5%*	*-62.9%*	*1'184*
	Total	36'813	100%	+15%	28'214

Sources :

Ministerio de Economía, Comercio y Empresa. *Inversiones exteriores directas. Flujos 2024*. Zuletzt besucht am 09.06.2025

Secretaria de Estado de Comercio. Global Invex. – *Análisis de Inversiones Exteriores* Zuletzt besucht am 05.06.2025